

A vingt jours des élections, Israël durcit sa ligne

(Avec AFP et AP)
07 mars 2006, (Rubrique International)

Le ministre israélien de la Défense a annoncé que l'Etat hébreu pourrait prendre pour cibles les dirigeants du Hamas si le groupe radical reprenait ses attaques anti-israéliennes. Alors que la campagne pour les législatives s'ouvre ce mardi, le parti Kadima tente de rassurer les électeurs israéliens sur sa fermeté face aux terroristes.



Après le Cheikh Yassine, chef spirituel du Hamas, tué en mars 2004 par des tirs de missiles israéliens, et Abdelaziz Rantissi, numéro 2 du groupe radical, assassiné en avril 2004, Ismaïl Haniyeh, chargé par le président palestinien de former le nouveau gouvernement, pourrait être la prochaine cible d'Israël.

Mardi, le ministre israélien de la Défense, Shaoul Mofaz, a annoncé que l'Etat hébreu pourrait prendre pour cibles les dirigeants du Hamas, si celui-ci reprend ses attaques anti-israéliennes. « Personne n'est à l'abri, pas seulement Ismaïl Haniyeh », a déclaré le ministre sur les ondes de la radio de l'armée. « Si le Hamas choisit la voie du terrorisme, il ne sera plus question de direction politique ou non-politique. Ce serait une direction terroriste et par conséquent aucun de ses membres ne serait à l'abri », a-t-il insisté.

Ces propos font écho à ceux des conseillers du Premier ministre par intérim Ehud Olmert, qui, avaient mis en garde le groupe radical et ses dirigeants depuis leur victoire aux législatives du 25 janvier. Dimanche, Avi Dichter, un ancien dirigeant du Shin Beth, le service de sécurité intérieure, qui se trouve également à la tête de Kadima, avait menacé d'emprisonnement et de mort le nouveau premier ministre. « Si Haniyeh et ses gens continuent leur politique de terreur et d'assassinats lorsqu'ils seront au pouvoir, ils se retrouveront derrière les barreaux ou rejoindront cheikh Yassine », a-t-il prévenu.

« Nous sommes dans une confrontation »

« Les menaces de Mofaz n'effrayent ni le Hamas ni le peuple palestinien et ce chantage et ces menaces ne nous feront pas plier », a réagi le porte-parole du mouvement islamiste à Gaza, et ce d'autant plus que le groupe radical observe une trêve depuis mars 2005. Le Hamas a dénoncé les déclarations du ministre israélien de la Défense affirmant qu'elles relevaient d'un « terrorisme d'Etat ». « Nous ne cherchons pas à obtenir l'immunité ou la grâce d'Israël. Nous sommes dans une confrontation. La partie la plus résolue est la partie qui survivra », a déclaré ce porte-parole.

Ismaïl Haniyeh a déjà échappé à une tentative d'assassinat en septembre 2003 alors qu'il était en compagnie de cheikh Yassine. Un avion de combat israélien avait largué une bombe sur une maison de Gaza où les deux hommes se trouvaient. Il a également été emprisonné plusieurs fois par Israël durant la première Intifada qui a éclaté en 1987. Il a été détenu durant 18 jours en 1987, six mois en 1988 et trois ans à partir de l'année suivante. Il a été expulsé le 17 décembre 1992 par l'Etat hébreu pour six mois avec des dizaines de responsables du Hamas et du mouvement radical Jihad islamique vers le Liban sud.

Kadima veut convaincre

A trois semaines des élections législatives du 28 mars en Israël, dont la campagne électorale débute mardi, Ehud Olmert et Shaoul Mofaz tentent de convaincre les électeurs israéliens de leur fermeté face au terrorisme. Ils veulent éviter que leur nouvelle formation centriste, Kadima, créée par le premier ministre Ariel Sharon avant son attaque et favorite dans les sondages, soit accusée de laxisme par la droite du Likoud, dont les deux hommes sont issus.

Au nom de Kadima, Ehud Olmert a affirmé qu'il aspirait « à un Etat d'Israël avec des frontières permanentes et une majorité juive ».

Shaoul Mofaz a par ailleurs annoncé la poursuite des liquidations ciblées visant les activistes du Jihad islamique, un groupe radical palestinien responsable des tirs de roquettes vers Israël. « Cette politique est juste, elle va se poursuivre », a-t-il prévenu. Interrogé sur les victimes civiles de ce genre d'opérations, le ministre a affirmé être « désolé lorsque des civils sont touchés ». Cinq Palestiniens, dont deux activistes du Jihad islamique, mais aussi un enfant de huit ans et deux adolescents, ont été tués lundi lors d'un raid aérien israélien à Gaza contre des activistes du Jihad. « Mais si l'on examine les avantages et les inconvénients des liquidations ciblées, nous constatons que, dès que nous avons eu recours à cette méthode contre le Hamas, la situation a changé. Pour ce qui est du Jihad islamique, il faut faire preuve d'un peu de patience », a conclu Shaoul Mofaz.

L'envoyé spécial des Nations unies au Moyen-Orient a pour sa part dénoncé les liquidations ciblées : « Les Nations unies s'opposent aux meurtres extrajudiciaires, notamment parce que ce genre d'opération met en danger des passants innocents ».